

<b>Département de l'Isère</b>	
<b>Commune de Châtel-en-Trièves</b>	
<b>Arrêté n°</b>	<b>2026 456 060</b>

**ARRETE DE POLICE PORTANT INTERDICTION DE CIRCULER  
(Sur les Chemins de Malveysin et du Serre de la Mule à Cordéac)**

Le Maire de la commune de Châtel-en-Trièves,

**Vu** le Code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R. 411-21-1 ;  
**Vu** le Code de la voirie routière ;  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2213-1 et suivants ;  
**Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982, la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n°2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;  
**Vu** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;  
**Vu** la nouvelle demande de Monsieur Vincent DELOFFRE de l'entreprise « MTPe » le 20 mai 2026 ;  
**Vu** l'arrêté n° 2026 456 011 du 20/03/2026 envoyé à l'entreprise « OMEXON » portant interdiction de circuler ;

**Considérant** que les entreprises « MTPe » et « OMEXON » se sont mises d'accord pour travailler en simultané sans bloquer le hameau de Ribeyre et en laissant toujours une déviation ;

**Considérant** les échanges téléphoniques avec le Maire délégué de Cordéac ;

**Considérant** que les entreprises laisseront un accès aux engins agricoles ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre des mesures réglementaires afin d'assurer :

- le bon déroulement des travaux d'enfouissement des réseau HTA sur les Chemins de Malveysin et du Serre de la Mule à Cordéac (l'entreprise a pris contact avant toute intervention avec le secrétariat de mairie au 04.76.34.92.79) ;
- la sécurité des usagers de la voie et de réglementer à cette occasion la circulation

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

L'entreprise « MTPe » est autorisée à réaliser, en deux phases, des travaux d'enfouissement des réseau HTA sur les Chemins de Malveysin et du Serre de la Mule à Cordéac (voir plan joint) :

- Phase 1 : sur le Chemin du Serre de la Mule du 25/05/2026 au 03/06/2026 ;
- Phase 2 : sur le Chemin de Malveysin qui remonte vers le village du 03/06/2026 au 12/06/2026.

**ARTICLE 2 :**

Il est interdit de circuler, s'arrêter ou stationner sur les chemins indiqués dans l'article 1 (en rouge sur les plans) aux dates indiquées dans l'article 1.

**ARTICLE 3 :**

Les engins agricoles sont autorisés à circuler pour effectuer des récoltes.

**ARTICLE 4 :**

Des déviations sont mises en place sur le Chemin de Malveysin et du Serre de la Mule à Cordéac (en jaune sur les plans).

<b>Département de l'Isère</b>	
<b>Commune de Châtel-en-Trièves</b>	
<b>Arrêté n°</b>	<b>2026 456 060 (suite)</b>

**ARTICLE 5 :**

Les entreprises « MTPe » et « OMEXON » travaillent en simultané sans bloquer les hameaux et en laissant toujours une déviation

**ARTICLE 6 :**

L'entreprise doit respecter les points suivants :

- une signalisation temporaire est mise en place ;
- des mesures nécessaires sont prises afin de causer le moins de g ne possible aux usagers et autres occupants du domaine public : l'entreprise doit s'attacher à assurer la liberté de la circulation et la protection des piétons ;
- la desserte aux propriétés riveraines, l'accès aux bouches d'incendie et autres dispositifs de sécurité, l'écoulement des eaux de la chaussée et de ses ouvrages annexes, et d'une manière générale, le fonctionnement des réseaux des services publics sont préservés ;
- après l'achèvement des travaux, l'entreprise est tenue de remettre les lieux en état tels qu'ils étaient avant le début des travaux et plus particulièrement les revêtements de la voirie.

**ARTICLE 7 :**

La signalisation temporaire est mise en place par l'entreprise sous contrôle des services techniques de la commune.

**ARTICLE 8 :**

Les contrevenants sont passibles des sanctions prévues par les textes en vigueur.

**ARTICLE 9 :**

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

- Les entreprises « MTPe » et « OMEXON » ;
- Le Maire ;
- La Gendarmerie de Monestier-de-Clermont ;
- Les pompiers de Mens.

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait   Châtel-en-Trièves, le 22/05/2026.

Le Maire délégué de Cordéac,  
Jean-Louis SERRE.



Madame la Maire informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr> ou par courrier.